

# Gestion macro-économique



Le gouvernement du Burkina Faso a des ressources limitées pour répondre aux besoins des 44% des burkinabè vivant en-dessous du seuil de pauvreté.

En dépit des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, les indicateurs de développement humain du Burkina Faso restent critiques. Le gouvernement ne parvient pas à mobiliser et dépenser les ressources suffisantes pour assurer les services de base (écoles, dispensaires, routes, etc.). Selon l'index du développement humain établi par le Programme des Nations Unies, le Burkina Faso figure au 181<sup>ème</sup> rang sur 187 pays en 2011.

## Dynamiser la croissance économique

Afin de rendre la lutte contre la pauvreté plus efficace, une nouvelle stratégie nationale (SCADD) a été adoptée en 2011. Elle vise une croissance forte et durable, et a pour objectif de faire baisser l'incidence de la pauvreté à moins de 35% d'ici à 2015 - contre 44% en 2009. Sa mise en œuvre coûtera 3 milliards de francs suisses par an. Une somme que l'Etat burkinabè n'est pas en mesure d'assumer seul.

## Nos orientations

- *Comblent le besoin de financement pour le développement du budget de l'Etat à travers l'aide budgétaire générale (SECO)*
- *Aider l'administration fiscale à augmenter les recettes collectées (SECO)*
- *Renforcer les capacités de la société civile pour faciliter la participation citoyenne au choix et définition des priorités nationales et la lutte contre la corruption (DDC)*

## Deux agences suisses en appui à l'Etat burkinabè

Au Burkina Faso, la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) travaille en complémentarité et en synergie avec le Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO). Ce dernier, spécialisé dans l'appui économique (macroéconomie, finances, secteur privé, etc.) relève du Département Fédéral de l'Economie Suisse. La DDC, en revanche, fait partie du Département Fédéral des Affaires Etrangères. Elle est spécialisée dans l'aide au développement et l'aide humanitaire.

## EN CHIFFRES

L'aide au développement représente **40%** du budget de l'Etat.

**32%** de l'aide au développement est versé directement au budget national (aide budgétaire)

**66%** de l'aide au développement est consacrée à des projets ciblés (aide-projets)

## Budget annuel

8 750 000 CHF

